

Une politique de confrontation



Par Roberto Morejón

De l'irritation au malaise, de l'alarme aux réactions de colère, de la confusion à la perplexité. Les réactions du monde au premier mois incendiaire du second mandat présidentiel de Donald Trump sont allées de l'irritation à l'inquiétude, de l'alarme aux réactions de colère, de la confusion à la perplexité.

Trump et ses collaborateurs ont tenté d'imposer leur monnaie d'échange sous la bannière de l'Amérique d'abord, en référence aux États-Unis, avec la perception risquée que, par la peur et l'intimidation, ils atteindront leurs intérêts protectionnistes et extraterritoriaux.

Le magnat a signé plus de 70 ordonnances, dont la plupart ont fait l'objet d'une large publicité, dans le cadre d'une démonstration de puissance, émaillée de déclarations agressives et insolites, qui suscitent toutes des plaintes et des représailles.

Avec son récit sur la transformation du Canada en 51e État et la désignation des cartels mexicains de la drogue comme terroristes, le locataire de la Maison Blanche a suscité de vives réactions de la part des gouvernements concernés.

Quant à son voisin du sud, il en a ébranlé les fondements en rebaptisant le golfe du Mexique « golfe d'Amérique ».

Le républicain a également défié les juges en ne débloquant pas l'aide américaine à l'étranger, comme la loi le lui ordonnait après qu'il l'ait bloquée.

Il a également tourné le dos à l'ordre juridique en dévoilant les déportations massives d'immigrants sans papiers, dont beaucoup sont exposés aux raids.

Plus de 37 000 personnes ont été envoyées à l'étranger, tandis que le gouvernement américain fait la sourde oreille aux rapports faisant état de détentions de migrants sans casier judiciaire.

S'il a réussi à faire renoncer le Panama à un accord commercial avec la Chine, les relations avec l'Amérique latine n'ont pas été faciles, comme en témoigne la controverse avec le président colombien Gustavo Petro, qui s'oppose aux conditions dans lesquelles les migrants sont transférés.

De l'autre côté du monde, la Jordanie et l'Égypte, ainsi que d'autres pays arabes, ont rejeté le projet ahurissant de Trump d'occuper Gaza sous prétexte de la reconstruire, en exigeant le bannissement des Palestiniens.

L'Afrique du Sud n'a pas accepté les pressions et les États-Unis ont réduit leur délégation à une réunion du Groupe des 20 à Pretoria.

Sur le Vieux Continent, les alliés disciplinés de Washington sont aujourd'hui troublés par le soutien de l'extrême droite, les menaces de tarifs douaniers et le fait de ne pas être invités à une réunion avec la Russie pour aborder la guerre en Ukraine.

Comme on peut le constater, les États-Unis étendent leur ingérence, raison pour laquelle le président brésilien Luiz Inacio Lula Da Silva a accusé Trump de vouloir devenir un empereur du monde.

Il a signé un message sur son propre réseau social avec une phrase provocatrice : « Vive le roi ».

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/377162-une-politique-de-confrontation>



Radio Habana Cuba